

Thomas PIKETTY, *Capital et idéologie*, Chapitre 15 « Gauche brahmane : les nouveaux clivages euro-américains », pages 933-.

Résumé de la présentation par Anne Gras

Le terme “brahmane” se réfère à la caste indienne supérieure des élites religieuses, intellectuelles et diplômées.

Dans les années 1990-2020 un système d’élites multiples est apparu : le parti des plus diplômés (la gauche brahmane) et celui des plus hauts revenus et patrimoines (la droite marchande) alternent au pouvoir.

Les transformations du système de partis aux Etats-Unis

La structure socio-économique du vote pour les partis démocrate et républicains s’est transformée depuis 1945. Lors des élections présidentielles les deux grands partis ont obtenu entre 40% et 60% des voix. Graph 15.1.

Il y a un renversement complet du clivage éducatif. Graph 15.2. En 1948 plus les électeurs étaient diplômés, plus ils votaient républicains. Le clivage éducatif commence à s’aplatir dans les années 1970 et 1980. A partir des années 1990 et 2000 plus les électeurs ont un niveau d’études élevé plus ils votent démocrate. Dans tous les pays les nombreux enfants de l’après-guerre (*baby boom*) ont fait des études plus longues que leurs parents et la proportion de diplômés a augmenté. Ils ont réalisé une mobilité ascendante dans la hiérarchie des diplômés. Seuls ceux qui ont connu une trajectoire très fortement ascendante ont continué de voter démocrate, alors que ceux qui ont eu moins de réussite dans le système éducatif ont eu tendance à se reconnaître davantage dans le parti républicain.

Le parti démocrate va-t-il devenir celui des gagnants de la mondialisation ?

Le système de parti aux Etats-Unis s’apparente nettement au cours des années de 1990 à 2020 à un système d’élites multiples, avec une élite à hauts diplômes plus proche des démocrates (la gauche brahmane) et une élite à hauts patrimoines et à hauts revenus plus proche des républicains (la droite marchande). La forte croissance des très hautes rémunérations depuis les années 1980-1990 implique que les détenteurs de ces rémunérations, souvent issus de de niveau de diplômes élevés et de choix de carrière adéquats, ont pu accumuler des patrimoines importants en un temps limité. Cela a contribué à un rapprochement des élites à hautes rémunérations avec les élites à hauts patrimoines. Cela est renforcé par le coût très élevé des études supérieures au Etats-Unis qui favorise nettement les étudiants de familles riches. Depuis que le financement privé des campagnes électorales est illimité, il existe un risque évident que les candidats représentent les intérêts des élites financières. Il existe des différences culturelles et idéologiques entre les élites “brahmanes” et “marchandes”. Les élites “brahmanes” du parti démocrate insistent sur des valeurs de pondération et d’ouverture et sur le rôle de la délibération et de la culture. Les élites “marchandes” du parti républicain insistent sur les valeurs du monde des affaires : les deals rondement menés, la débrouillardise et l’efficacité virile. Le système des élites multiple repose sur deux idéologies méritocratiques différentes et complémentaires.

De l'exploitation politique du clivage racial aux Etats-Unis

La république étasunienne est née de l'esclavage. Dans les états du Sud les esclaves étaient nombreux dans les plantations et le parti démocrate était historiquement le parti de l'esclavage. Dans le Nord, il y avait peu d'esclaves, l'industrie s'est développée progressivement, le parti républicain voulait abolir l'esclavage. En 1860, Lincoln (républicain) est élu président sur une plateforme abolitionniste, ce qui mènera à une tentative de sécession des états sudistes (guerre de sécession). L'armée des états de l'union remporte la victoire et abolit l'esclavage en 1865 et donne le droit de vote aux noirs en 1870. Les démocrates sudistes imposèrent une ségrégation raciale stricte dans les états du Sud et empêchèrent les noirs d'exercer leur droit de vote. Dans le Nord le parti démocrate s'imposa en prenant la défense des catégories modestes et des nouveaux immigrants blancs face aux élites républicaines. Depuis la fin du 19^e siècle, les candidats des deux grands partis alternent au poste de président des Etats-Unis.

Piketty introduit la notion de SOCIAL-NATIVISME : 'social' < défense des citoyens de condition modeste ; 'nativiste' ou 'raciste' < violement ségrégationniste et différentialiste vis-à-vis des noirs. L'idéologie nationale-socialiste est une idéologie "social-nativiste".

En 1932, le démocrate Roosevelt est élu président. La politique économique-sociale du New Deal a bénéficié aux classes populaires noires et blanches. Les noirs du Sud ne votaient pas et les noirs du Nord votaient plutôt démocrate. La cause des droits civiques en 1963-1964 fut soutenue par les présidents démocrates Kennedy et Johnson. A partir de ce moment l'électorat noir se rallia massivement au parti démocrate. Graph 15-7. Les électeurs américains doivent s'inscrire sur des listes électorales avant d'aller voter. Beaucoup de noirs ne le font pas. Le parti républicain, après avoir été celui de l'abolition de l'esclavage est devenu à partir des années 1960 le refuge de ceux qui avaient du mal à accepter la fin de la ségrégation et la diversité ethno-raciale croissante aux Etats-Unis. De 1948 à 2016 les noirs représentent 10% de l'électorat. Les hispaniques ou latinos sont passés de 5% à 20%. Le total des minorités représente 30% de l'électorat. Les latinos votent à 70% pour les démocrates. Les noirs votent à 90% pour des démocrates et ressentent une très grande hostilité de la part du parti républicain.

Welfare queens et "quotas raciaux" : la stratégie des républicains

Les présidents républicains depuis les années 1960 n'ont jamais proposé de rétablir explicitement la ségrégation sociale. Mais ils se sont entourés de partisans de la ségrégation et de suprématistes blancs. Les démocrates ségrégationnistes ont rejoint progressivement le parti républicain. Les états sudistes se sont opposés au gouvernement fédéral démocrate qui voulait développer une aide aux écoles et aux centres de santé des quartiers pauvres et noirs. L'administration fédérale passait alors par des associations non étatiques pour distribuer ses fonds. Les candidats républicains utilisent des expressions codées permettant de faire référence aux aides sociales abusives dont bénéficieraient les populations noires, par exemple les "welfare queens" (les reines de la sécurité sociale) qui désigne les mères noires célibataires. D'une façon générale, les républicains estiment que les aides sociales favorisent l'oisiveté des populations de couleur (noirs et latinos et musulmans).

Clivages électoraux et conflits identitaires : regards transatlantiques

Les clivages électoraux induits par les conflits identitaires ont aujourd'hui une ampleur comparable des deux côtés de l'Atlantique. Le niveau de diplôme des électeurs affecte beaucoup moins leur choix électoral. Il existe des différences entre la situation en France et aux Etats-Unis. Aux Etats-Unis la minorité noire est issue de l'esclavage et la minorité latino, ce sont des (descendants d')immigrés venant du Mexique et d'Amérique latine. En France la minorité musulmane est issue de l'immigration postcoloniale, en provenance principalement d'Afrique du Nord et, à un degré moindre d'Afrique subsaharienne. Dans les deux cas une population blanche, qui a longtemps exercé une domination brutale sur des populations issues d'autres parties du monde, se retrouve à cohabiter avec elle au sein d'une même société et à tenter de régler ses différends par la voie de la compétition électorale. A l'échelle de l'histoire de l'humanité, il s'agit clairement d'une innovation radicale. Dans ces sociétés le développement de nouvelles relations : dialogues, échanges culturels, intermariages, amène à une redéfinition des identités et constitue un progrès civilisationnel. L'exploitation politique et électorale des conflits identitaires pose des défis considérables. Graphique 15.9

En France en 2012 votes pour le parti socialiste : 49% les personnes d'origine européenne (Espagne, Italie, Portugal) votent comme les personnes sans origine étrangère déclarée et 77% les personnes d'origine extra européenne. Aux Etats-Unis en 2016 votes pour le parti démocrate : 37% des blancs, 89% des noirs, 64% des latinos. En France la population se déclarant d'origine étrangère représente 30% des français. Aux Etats-Unis la population noire et latino représente 30% des américains. En France, les personnes d'origine européenne ne se perçoivent pas et ne sont pas perçues comme une minorité et les personnes déclarant une origine extra européenne ne constituent pas un groupe homogène ni une catégorie ethnique ou religieuse.

De la fluidité des identités et du danger des catégories figées

Les clivages ethno-religieux français se caractérisent par une plus grande fluidité que les clivages raciaux étasuniens. En France les origines et les identités se mélangent en permanence par les mariages mixtes et il n'est pas adapté de demander aux personnes de désigner la catégorie "ethnique" à laquelle elles s'identifient. Aux Etats-Unis depuis l'esclavage, les agents recenseurs assignaient une identité noire aux personnes ayant un ancêtre noir. Dans les états sudistes jusqu'aux années 1960 les unions entre races différentes étaient interdites. En 1967 la Cour suprême des Etats-Unis a mis fin à cette interdiction. Les recensements obligent toujours les citoyens américains à déclarer leur identité ethnique. Les questions identitaires nourrissent actuellement des explorations politiques et des clivages électoraux d'une ampleur comparable aux Etats-Unis et en France. Les discours racistes et les soupçons de recours abusifs aux aides sociales sont courants. De nombreux travaux ont montré que les minorités ne lèstent pas les finances publiques mais qu'elles subissent des discriminations professionnelles.

Le durcissement des conflits identitaires se nourrit également du sentiment de désillusion et de fatalisme face à toute possibilité d'une économie juste et d'une véritable justice sociale. La montée des clivages identitaires ne doit pas être vue comme la conséquence de l'entrée dans le monde postcolonial mais comme la conséquence de la chute du communisme, de la montée du fatalisme identitaire et de la perte de tout espoir de transformation socio-économique.

Le parti démocrate, la "gauche brahmane" et la question raciale

Si le parti démocrate est devenu le parti des plus diplômés, et que les personnes les moins diplômées ont fui le vote démocrate, cela doit être parce que ces dernières ont l'impression que les politiques portées par ce parti correspondaient de moins en moins à leurs aspirations. La même tendance est observée en Europe où les partis de gauche ont cessé de s'intéresser prioritairement aux groupes sociaux défavorisés, et se sont consacrés de plus en plus prioritairement aux gagnants de la compétition éducative et universitaire. Le système universitaire hautement stratifié et inégalitaire a renforcé cette tendance. De 1900 à 1960, aux Etats-Unis, les démocrates avaient une ambition égalitaire forte sur le plan fiscal et éducatif et paraissaient clairement comme moins élitistes et plus soucieux des classes populaires que les républicains. Depuis 1960 l'habileté des républicains à exploiter les questions raciales et surtout à jouer de la peur du déclassement explique en partie leur succès électoraux. Si les démocrates sont maintenant perçus comme étant davantage au service des plus diplômés que des classes populaires, c'est aussi et surtout parce qu'ils n'ont pas suffisamment renouvelé leur programme et leurs pratiques depuis la "révolution conservatrice" des années 1980.

Occasions manquées et bifurcations inachevées : de Reagan à Sanders

En 1980 Reagan promet le retour à la grandeur du pays, et propose la baisse du poids de l'état fédéral et le démantèlement de l'impôt progressif dont le taux supérieur passe de 81% à 28%. Au cours des trois décennies suivantes le revenu national par habitant a été divisé par deux et les inégalités ont explosé. Par la suite les administrations démocrates de Clinton et Obama n'ont fait que valider et pérenniser les orientations fondamentales prises sous Reagan. Le nouvel électorat très diplômé et très bien payé pouvait trouver des avantages fiscaux dans cette politique peu redistributive. "La gauche brahmane" qu'était devenu le parti démocrate dans les années 1990-2010 avait des intérêts communs avec la politique de la "droite marchande" au pouvoir sous Reagan et Bush. En 1990-1991 la chute de l'Union soviétique validait la stratégie reaganienne sur la restauration de la puissance étatsunienne, du modèle capitaliste et de l'autorégulation du système de marché et de propriété privée. De 1990 à 2010 en Europe les partis socio-démocrates ont cessé de penser l'encastrement et le dépassement du capitalisme. La crise financière de 2008 a montré les excès de la dérégulation. De 2000 à 2010 aux USA, la prise de conscience de la montée des inégalités a entraîné une réévaluation graduelle du tournant reaganien. Lors des débats électoraux, des propositions de réformes ont été évoquées : rétablissement de la progressivité de l'impôt sur le revenu et les successions, création d'un impôt sur la fortune. Ces recettes permettraient d'améliorer le financement des écoles et universités publiques et d'introduire un système public d'assurance-maladie universelle. Mais en l'absence de mesures fortes et lisibles, on voit mal ce qui pourrait permettre une véritable remobilisation de l'électorat populaire, qui a toujours peu voté aux Etats-Unis.

Les transformations du système de partis au Royaume Uni

En 1945, pour la première fois le parti travailliste (labour) obtient la majorité 48% et les conservateurs (tories) 36%. Les libéraux (whigs) ne sont définitivement plus le deuxième parti après les conservateurs. Les travaillistes mettent en place une assurance santé universelle, le National Health Service, un système d'assurances sociales et une augmentation importante de la progressivité fiscale sur les revenus et les successions. Le

parti travailliste est devenu le parti des diplômés au cours du dernier demi-siècle. Comme en France et aux Etats-Unis on observe le retournement du clivage éducatif mais plus tardivement car le système éducatif est violemment stratifié au Royaume-Uni.

De la "gauche brahmane" et de la "droite marchande" au Royaume-Uni

De 1950 à 1980 les personnes avec les plus bas revenus votaient massivement pour le parti travailliste et les personnes avec les plus hauts revenus votaient massivement pour le parti conservateur. Cet effet a été maximal lors de l'élection de Mme Thatcher qui avait un programme ultralibéral. Au Royaume Uni les faibles revenus étaient massivement des salariés. C'est différent en France où les indépendants étaient nombreux et surtout des agriculteurs à faibles revenus qui possédaient des biens professionnels et qui se méfiaient des partis de gauche. A partir des années 1980-1990 les travaillistes du "New Labour" attiraient les hauts revenus et les diplômés du supérieur car leurs politiques fiscales étaient relativement favorables aux hauts revenus. Cette tendance s'est retrouvée aussi dans la politique des gouvernements démocrates (Clinton puis Obama) aux Etats-Unis. Les gouvernements du "New Labour" ont investi dans le système éducatif et ont augmenté fortement les droits d'inscription à l'université. Ces politiques favorisaient un rapprochement entre la "gauche brahmane" et la "droite marchande" au Royaume-Uni. Aux élections de 2015 et 2017 les électeurs à hauts revenus tendent à repartir vers le parti conservateur car les travaillistes envisagent des mesures fiscales plus redistributives : des mesures favorables aux syndicats, de la cogestion dans les entreprises et la gratuité de l'enseignement supérieur et au maintien de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne. Ce programme a eu du succès parmi la jeunesse populaire lors de l'élection de 2017. Au final, le vote travailliste a été maximal parmi les diplômés à revenus moyens. Aux Etats-Unis le programme de Hillary Clinton était plutôt centriste et le programme de Sanders plus favorable aux personnes de condition modeste. En France en 2017 est arrivée au pouvoir une coalition des plus hauts diplômés et des plus hauts revenus et patrimoines, rassemblant les personnes les plus aisées de la "gauche brahmane" et de la "droite marchande". Dans ces trois pays actuellement c'est un système d'élites multiples qui prédomine et de multiples évolutions et trajectoires sont possibles.

La montée des clivages identitaires dans le Royaume-Uni postcolonial

Le Royaume-Uni était mono-religieux (chrétien) et mono-ethnique (blanc) jusqu'aux années 1970. Ensuite la proportion de personnes se déclarant sans religion croît de façon spectaculaire, plus vite qu'en France et beaucoup plus vite qu'aux Etats-Unis. En 2017 5% des électeurs se déclaraient musulmans originaires d'Asie du Sud. En France les 5% d'électeurs musulmans viennent d'Afrique du Nord. Indépendamment de l'inscription sur les listes électorales, dans les deux pays, les musulmans déclarés représentent 8% de la population. Au Royaume-Uni les autres religions concernent 4% de la population. Historiquement les personnes sans religion votent plutôt travailliste, cela est plus marqué en France. Les électeurs musulmans votent massivement pour les travaillistes. De même en France les musulmans votent massivement pour la gauche. Dès la fin des années 60 se développent des courants anti-immigrés au sein du parti conservateur. En Grande-Bretagne et en France après la deuxième et jusqu'aux indépendances, il existait une libre circulation des personnes entre les colonies et la métropole. Ensuite il y a eu une restriction des flux

migratoires venant des ex-colonies. Ces flux d'ampleur modérée représentent une nouveauté importante dans la société anglaise.

La politisation de l'immigration au Royaume-Uni, de Powell à l'UKIP

En 1968 le député conservateur Powell annonçait que des "fleuves de sang" allaient se répandre si les flux migratoires se poursuivaient. Il évoquait les émeutes raciales aux Etats-Unis. Pour améliorer les relations raciales les conservateurs estimaient qu'il fallait mettre fin à l'immigration et les travaillistes pensaient qu'il fallait créer des emplois et des logements. En 1979 Thatcher réduisit les budgets sociaux et ferma les frontières. En 1997 le New Labour reprit en partie cet héritage. Après les attentats du 11 septembre 2001 le gouvernement travailliste de Blair a envahi l'Irak avec les américains et vota des lois antiterroristes qui permirent d'arrêter et d'expulser des centaines de milliers de sans-papiers. Pendant les années de 1990 à 2010 la participation électorale s'est effondrée particulièrement dans les classes populaires. La crise financière de 2008 accrût en Europe les sentiments de frustrations et les anglais s'intéressèrent moins à l'immigration et plus à la question européenne. Au Royaume-Uni l'UKIP (parti pour l'indépendance du Royaume-Unis) dénonçait l'Union européenne et l'immigration. Depuis 2004 des Pays de l'Est ont rejoint l'Union européenne ce qui a provoqué un afflux d'immigrants.

Le divorce européen et les classes populaires

En 2015 le parti conservateur promet un référendum sur la sortie de l'Union européenne. En 2015 les conservateurs remportent les élections et organise le référendum de 2016. Les conservateurs font campagne pour le "Remain" rester dans l'UE avec des concessions des autres états. Les électeurs votent pour le "Leave" la sortie de l'UE. Les catégories les plus modestes ont massivement voté pour le "leave", les plus favorisés ont soutenu le "remain" et les plus diplômés ont voté clairement pour le "remain". De 2016 à 2019 sont négociés les nouveaux traités qui organisent les relations entre le continent et les îles britanniques. Il n'y a pas de libre circulation des personnes et le libre mouvement des biens, des services et des capitaux est très complexe à organiser. Il y a de nombreuses trajectoires possibles. Le Brexit a été rendu impossible par les profondes insuffisances de la construction européenne. Dans différents pays européens on observe un divorce complet entre les classes populaires et la construction européenne. Le projet européen est basé principalement sur la libre concurrence généralisée des territoires et des personnes, et sur la libre circulation des biens, des capitaux et des travailleurs, sans outils communs de justice sociale et fiscale. La concurrence fiscale et sociale entre Etats bénéficie aux plus puissants. Si l'UE ne parvient pas à se transformer pour incarner un projet alternatif, bâti autour de mesures de justice sociale et fiscale simples et lisibles, il est peu probable que les classes populaires et moyennes revoient leur opinion à son sujet.

Quelques livres qui illustrent ce chapitre :

Chimamanda Ngozi Adichie, *Americana*

John Howard Griffin, *Dans la peau d'un noir*

Philip Roth, *La tache*

Toni Morisson, *La naissance de l'amour propre* et tous ses autres livres

Maya Angelou, *Je reprendrais bien un peu de rêve*

Ernest J Gaines, *L'autobiographie de Miss Jane Pittman*